

ED(MEM)947

Original: ANGLAIS

Commonwealth House
1-19, New Oxford Street
Londres, WC1A 1NU, Royaume-Uni

Tél : +44 (0)20 7400 5050
Fax : +44 (0)20 7421 5500
Courriel : info@icco.org

A : Tous les Membres et observateurs

De : Le Directeur exécutif

Sujet : **Rapport final de la Conférence mondiale sur le cacao, 19-23 novembre 2012, Abidjan, Côte d'Ivoire**

Le Directeur exécutif présente ses compliments et a l'honneur de communiquer ci-joint le rapport final de la Conférence mondiale sur le cacao, qui s'est déroulée à Abidjan, en Côte d'Ivoire, du 19 au 23 novembre 2012, accompagné des annexes appropriées.

À noter que les textes de la Déclaration d'Abidjan sur le cacao, de l'Agenda global du cacao, des interventions et de tout autre document en rapport avec la Conférence mondiale sur le cacao peuvent être téléchargés sur le site web de l'ICCO : www.icco.org/home/world-cocoa-conference-2012.html.

Le Directeur exécutif profite de l'occasion pour souhaiter à tous les Membres et observateurs une très bonne et prospère année 2013.



20 décembre 2012

RAPPORT DE LA CONFÉRENCE MONDIALE SUR LE CACAO 2012

ABIDJAN, CÔTE D'IVOIRE, 19 – 23 NOVEMBRE 2012

Note du secrétariat

Ce rapport, élaboré par le secrétariat de l'ICCO, contient une synthèse des délibérations et des résultats de la Conférence mondiale sur le cacao 2012. Ce rapport inclut l'Agenda global du cacao et la Déclaration d'Abidjan sur le cacao, ainsi qu'un programme actualisé de la Conférence. La liste des interventions et d'autres documents sont actuellement publiés sur le site de l'ICCO (www.icco.org).

Lead Sponsor:

MARS



Sustainable
Cocoa
Initiative

Platinum Sponsors:

OLAM

FILTISAC S.A.

ECOM
COCOA

BARRY CALLEBAUT

Bolloré
AFRICA LOGISTICS

SATCACHAO

SAO
COCOA TRADING & LOGISTICS

TOUTON

Chambre de Commerce et
d'Industrie de Côte d'Ivoire

Diamond Sponsors:

Mondelēz
International

Nestlé

Gold Sponsors:

syngenta

BUHLER

BUREAU VERITAS

SUCSO
Société d'Usage et de Conditionnement du Suif Ouest

Louis Dreyfus
Commodities

Cargill

CNRA
CENTRE NATIONAL DE RECHERCHE AGRONOMIQUE

ADM
Cocoa

Silver Sponsor :

Ecobank
The Pan African Bank

Donors:

idh
the sustainable
trade initiative

ecop

Ecobank
The Pan African Bank



Ministry of Economic Affairs,
Agriculture and Innovation



African Export-Import Bank
The Trade Finance Bank for Africa

Conference
Bag Sponsor:

Filhet-Allard Maritime
MARINE INSURANCE BROKERS

Supported by:

Public Ledger



COPAL
ALLIANCE OF COCOA PRODUCTION COUNTRIES

O&CI
COFFEE & COCOA INTERNATIONAL

RAPPORT DE LA CONFÉRENCE MONDIALE SUR LE CACAO 2012

1. La première édition de la Conférence mondiale sur le cacao s'est conclue avec succès le vendredi 23 novembre 2012, après que les participants ont adopté l'**Agenda global du cacao (annexe I)**, soulignant les principaux problèmes auxquels le secteur cacaoyer est confronté et les stratégies et acteurs les mieux indiqués pour les surmonter et détaillant des actions spécifiques à mettre en œuvre au niveau national et international. Le point d'orgue de la Conférence a été la signature par des représentants des parties prenantes du secteur cacaoyer, comprenant gouvernements, producteurs, transformateurs, exportateurs, négociants, chocolatiers et organisations de la société civile, de la **Déclaration d'Abidjan sur le cacao (annexe II)**, décrivant la voie à suivre pour opérer des changements majeurs dans le secteur du cacao. L'Agenda et la Déclaration visent à mobiliser l'ensemble du secteur dans la direction d'un développement durable dont bénéficieront tous les maillons de la chaîne de valeur du cacao.

2. La Conférence a été organisée par l'Organisation internationale du cacao (ICCO) et s'est tenue à l'*Hôtel Ivoire* d'Abidjan du 19 au 23 novembre 2012.

3. Des parrainages ont été généreusement apportés par les gouvernements de Côte d'Ivoire et des Pays-Bas, le Groupe d'États d'Afrique, Caraïbes et Pacifique (ACP), la Dutch Sustainable Agriculture Initiative (IDH), Afreximbank, Ecobank et 21 autres sponsors, à savoir Mars Chocolate, Mondelez International, Nestlé, Filhet-Allard Maritime, Olam International, Barry Callebaut, Filtisac S.A., Touton S.A., S.A.O., Zamacom, Bolloré, la *Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire* (CCICC), Syngenta, Bühler Barth GmbH, Bureau Veritas, ADM Cocoa, Cargill, Louis Dreyfus Commodities, SAFCACAO, Susco et le *Centre National de Recherche Agronomique* (CNRA).

4. La Conférence mondiale sur le cacao a rassemblé plus de 200 participants de 46 pays du monde entier, dont plus de 90 intervenants et membres de panels. Parmi les participants figuraient des représentants de cacaoculteurs, coopératives, négociants, exportateurs, courtiers, transformateurs, chocolatiers, grossistes, détaillants, représentants de la société civile, banques, assureurs, superviseurs, entreposeurs ainsi que des organisations gouvernementales, régionales et non gouvernementales.

5. La Conférence s'est déroulée sur quatre jours, avec quatre séances plénières et une journée consacrée aux trois ateliers : le premier sur la Production durable, le deuxième sur la Filière industrielle durable et le troisième sur la Consommation durable. Les participants étaient libres d'assister à l'atelier de leur choix. Lors de la cérémonie de clôture ont eu lieu les premières signatures de la **Déclaration d'Abidjan sur le cacao**, avec en premier lieu celle du gouvernement de Côte d'Ivoire, représenté par le ministre de l'Agriculture. Le programme actualisé de la Conférence mondiale sur le cacao est joint à ce rapport à l'**annexe III** et la liste des participants est fournie à l'**annexe IV**.

LUNDI 19 NOVEMBRE 2012

6. L'inauguration officielle du salon au *Palais des Congrès*, Foyers A & B, a été présidée par S.E. Jeannot Ahoussou-Kouadio, Premier Ministre de Côte d'Ivoire. Les exposants étaient ADM Cocoa, la banque Africaine d'Import-Export (Afreximbank), Alphacent, Barry Callebaut,

RAPPORT SUR LA CONFÉRENCE MONDIALE SUR LE CACAO 2012

Page 2

Bolloré, Bühler Barth GmbH, Bureau Veritas, Cargill, la *Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire* (CCICI), le *Centre National de Recherche Agronomique* (CNRA), Cémoi, Ecobank, Eyelander, Filtisac, l'International Cocoa Initiative (ICI), Louis Dreyfus, Mars, Mondelēz, Nestlé, Olam, Pavillon Côte d'Ivoire, SAFCACAO, *Société Agricole de l'Ouest* (SAO), Stopak, SUCSO, Syngenta, Touton Négoces, Wenco et Zamacom. Compte tenu du nombre de participants plus élevé que prévu, les exposants ont été satisfaits de l'affluence et du volume de visiteurs du salon au cours de la Conférence. L'enregistrement des participants à la Conférence s'est déroulé pendant la journée.

JEUDI 20 NOVEMBRE 2012

7. La première séance plénière de la Conférence a été consacrée à la cérémonie d'ouverture et aux allocutions de bienvenue de S.E. Mamadou Sangafowa Coulibaly, Ministre de l'Agriculture, Côte d'Ivoire / Président du Comité d'organisation de la Conférence mondiale sur le cacao ; M. Jean-Marc Anga, Directeur exécutif de l'ICCO, avec une intervention intitulée “ Œuvrer pour une économie cacaoyère mondiale durable ” et finalement, une allocution de S.E. Raymond Ndong Sima, Premier Ministre du Gabon, au nom du Président Ali Bongo Ondimba. Le discours principal a été prononcé par S.E. M. Alassane Ouattara, Président de la République de Côte d'Ivoire.

8. La séance suivante, modérée par M. Jean-Marc Anga, Directeur exécutif de l'ICCO, a compris des interventions de Barry Parkin, Directeur mondial approvisionnement et développement durable, Mars ; Jean-Pierre Halkin, Directeur de l'Unité DEVCO.C1, Commission européenne, au nom du Commissaire Andris Piebalgs ; Tim Cofer, Président de Mondelēz International ; Jean-Louis Ekra, Président d'Afreximbank ; Achille Bassilekin III, Secrétaire général adjoint du Groupe d'États d'Afrique, Caraïbes et Pacifique (ACP) ; et M. Coffi Rémy Noumon, Directeur du service des opérations pour la région Afrique centrale et occidentale, au nom du M. Frannie Léautier, Secrétaire exécutif, Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (FRCA).

9. Sous le titre “ Mise en place d'une économie cacaoyère mondiale génératrice de croissance pour tous les acteurs de la filière : de l'exploitant au consommateur final ” et avec pour modérateur M. Jean-Marc Anga, Directeur exécutif de l'ICCO, Steven Retzlaff, Président Approvisionnement mondial & cacao chez Barry Callebaut, a prononcé une intervention intitulée “ L'accélération des enjeux et des opportunités de la durabilité ”, suivi de Jos de Loor, Président de Cargill Cocoa and Chocolate, avec une intervention intitulée “ The Cargill Cocoa Promise : travailler ensemble pour le cacao de demain ”.

10. M. Jean-Marc Anga a poursuivi son rôle de modérateur pour le **Panel 1**, “ Résoudre le problème du travail des enfants ”, qui a été ouvert par une allocution de Madame Dominique Ouattara, Première Dame de la République de Côte d'Ivoire et Présidente du Comité National de Suivi sur le Travail des Enfants, suivie d'une discussion et de questions en panel sur les stratégies pour aborder le travail des enfants. Ce panel comprenait Mme Patricia Yao, Chef de cabinet de la Première Dame de la République de Côte d'Ivoire ; Mme Raymonde Goudou Koffi, Ministre des Femmes, de la Famille et des Enfants de Côte d'Ivoire ; Nick Weatherill, Directeur exécutif, International Cocoa Initiative ; Emmanuel Opoku, groupe sur le travail des enfants du Ghana Cocoa Board ; et Toussaint N'Guessan, Réseau Ivoirien pour l'Agriculture Durable (RIAD), Côte d'Ivoire. Les membres du panel ont souligné que l'une des principales priorités du secteur réside dans la nécessité de combattre les pires formes de travail des enfants. La complexité du problème du travail des enfants, dont les causes principales sont liées à des pratiques culturelles inhérentes et à la pauvreté, ainsi que la nécessité de mieux connaître la question dans toute la filière – des producteurs de cacao aux consommateurs de chocolat – ont été mises en exergue. Les mesures prises par les gouvernements de Côte d'Ivoire et du Ghana pour

aborder les multiples dimensions de ce problème ont été discutées. Les membres du panel ont conclu qu'une meilleure communication était nécessaire sur les efforts réalisés par les gouvernements des pays producteurs de cacao pour traiter le problème, afin de s'assurer que les représentants des producteurs de cacao participent au processus, ainsi que d'obtenir l'engagement de partenaires dans la mise en œuvre des plans d'action nationaux.

MERCREDI 21 NOVEMBRE 2012 – SÉANCE PLENIÈRE, AUDITORIUM

11. En séance plénière, une intervention intitulée “ Réforme de la filière cacao de Côte d'Ivoire ”, de Mme Massandjé Toure-Litsé, Directrice Générale du *Conseil du Café - Cacao*, a été prononcée dans le cadre du **Panel 2** sur la “ Certification du cacao ”, qui a également inclus une présentation de l’“ Étude de l'ICCO sur la certification du cacao ” par Edmond Konan, Président de Global Business Consulting Company, Côte d'Ivoire. La discussion en panel sur la certification du cacao, modérée par M. Jean-Marc Anga, Directeur exécutif de l'ICCO, a eu lieu entre Ashish Deo, Directeur des relations commerciales de Fairtrade Foundation ; Daan de Vries, Directeur opérationnel d'UTZ CERTIFIED ; Christian Mensah, Directeur de Rainforest Alliance pour l'Afrique occidentale ; Edmond Konan, Président de Global Business Consulting Company, Côte d'Ivoire ; et Alexis Koundi, cacaoculteur, Président de la CONAPROCAM, Cameroun. Deux conclusions principales ont été tirées de la discussion en panel : tout d'abord, la nécessité d'une analyse coût/bénéfice de la certification et d'une meilleure compréhension des coûts de la certification et des bénéfices potentiels pour les différents acteurs de la filières, et en second lieu, la nécessité d'harmoniser les normes de certification pour réduire le nombre de participants et le coût de la certification, compte tenu de la situation des producteurs. Il a été recommandé d'organiser un séminaire/atelier réunissant tous les acteurs concernés pour étudier plus en profondeur cette question.

MERCREDI 21 NOVEMBRE 2012 – ATELIER 1, PRODUCTION DURABLE, AUDITORIUM

12. M. Martin Gilmour, Directeur de recherche sur la durabilité cacaoyère, Mars Chocolate, et Président du Groupe de travail de la Conférence sur la Production durable, a modéré les interventions et les discussions en panel de l'Atelier 1. Dans le cadre du **Panel 3**, “ Amélioration des pratiques de production de cacao pour assurer une offre durable satisfaisant la croissance de la demande – Première partie ”, M. Robert Lockwood, consultant, a prononcé une intervention intitulée “ Semences améliorées pour les cacaoculteurs d'Afrique occidentale ”, suivi de Mme. Elizabeth Johnson, productrice de cacao de Trinité-et-Tobago, qui a parlé des “ Défis de la production de cacao à Trinité-et-Tobago ”. Brigitte Laliberté, scientifique à Bioversity, a ensuite présenté une intervention intitulée “ Assurer notre avenir : pourquoi la diversité du cacao est importante ”, suivie de M. Ramon Georgis, Directeur des affaires internationales chez Brandt Consolidated, qui a parlé de “ Technologie novatrice en matière de nutriments pour accroître la productivité cacaoyère ”. Martin Kodde, responsable filières alimentaires –Affaires générales Europe, Afrique et Moyen-Orient, Syngenta International AG, a montré comment “ Obtenir de hauts rendements et une meilleure qualité pour augmenter la productivité de la filière cacao ”. Cinq impératifs majeurs se sont dégagés de ces interventions : la nécessité d'accéder à du matériel végétal amélioré, y compris les pépinières, l'utilisation de bourgeons et l'embryogenèse somatique ; la nécessité de renforcer les équipes de recherche en Afrique occidentale ; la nécessité de conserver les ressources génétiques pour les programmes de sélection de collections internationales avec les financements nécessaires pour assurer une production future durable en termes de rendements et de qualité ; la nécessité de prendre en compte les micro-nutriments dans les engrais ; et la nécessité d'établir des centres de fermentation pour améliorer la qualité des fèves, en tenant compte des coûts de cette activité.

13. La discussion sur ces thèmes s'est poursuivie dans le cadre du **Panel 4**, " Amélioration des pratiques de production de cacao pour assurer une offre durable satisfaisant la croissance de la demande – Deuxième partie ", qui a rassemblé Kenton Dashiell, Directeur général adjoint, Partenariats et renforcement des capacités, Institut International d'Agriculture Tropicale ; Andrew Brooks Vice-président pour la durabilité, Olam Outspan Ivoire ; Lucian Peppelenbos, Directeur apprentissage et innovation, IDH ; Tristan Borne, Directeur général cacao et chocolat, Groupe CEMOI ; et M. Lee Choon Hui, Directeur général, Malaysian Cocoa Board.

14. Dans le cadre du **Panel 5**, " La professionnalisation de la cacaoculture pour accroître la durabilité sociale, économique et environnementale ", François Ruf, économiste agricole au CIRAD, a prononcé une intervention intitulée " Professionnalisme et non-professionnalisme chez les cacaoculteurs : le cas des engrais ", suivie d'une intervention de Michiel Hendriksz, Directeur de la durabilité, ADM Cocoa, sur la Responsabilité sociale d'entreprise, l'environnement et la productivité. M. Nanga Coulibaly, Secrétaire général de l'Alliance des pays producteurs de cacao (COPAL), a prononcé une intervention intitulée " Faire de la cacaoculture une activité rentable ", suivi de M. Yaa Peprah Amekudzi, Directeur des programmes au Ghana pour Mondelēz International, qui est intervenu sur le thème " Responsabilité d'entreprise et durabilité – Professionnaliser la cacaoculture au Ghana ". M. Eric Boa, Directeur mondial de santé végétale, CABI, a parlé d'une " Agriculture plus intelligente dans un monde changeant : nouveaux outils pour les petits cacaoculteurs et les vulgarisateurs ", avant de céder la parole à David Kpelle, Directeur de programme à l'African Cocoa Coalition (ACC), Ghana. Les interventions et les discussions en panel ont débouché sur les conclusions suivantes : les petits exploitants doivent adopter une approche plus professionnelle pour améliorer leurs revenus ; le renforcement de la formation et la disponibilité d'outils et de matériel assureraient une production plus durable ; les exploitants devraient mieux communiquer leurs besoins aux gouvernements, au secteur privé et aux ONG pour obtenir les services de vulgarisation adéquats afin de sauvegarder une production durable, à travers une plateforme fournie par les autorités au niveau local, départemental, régional et national. Un tel forum devrait être intégré au cadre d'élaboration du plan national de développement cacaoyer. La séance a été clôturée par M. Gilmour.

MERCREDI 21 NOVEMBRE 2012 – ATELIER 2, FILIÈRE INDUSTRIELLE DURABLE, SALLE DES FÊTES

15. Ce thème a été modéré par Djibril Fadiga, Directeur général adjoint du *Conseil du Café - Cacao*, Côte d'Ivoire, Président du Groupe de travail de la Conférence sur la Filière industrielle durable. Le **Panel 6**, " Expédition, logistique et transformation ", a été ouvert par Henry Allard, PDG de Filhet Allard, qui a abordé la " Gestion des risques liés à l'expédition de fèves de cacao ", suivi de Robin Dand, autorité indépendante, robindand.com, qui est intervenu sur les " Pratiques de transport et d'expédition de fèves et de produits de cacao ". Il a cédé la parole à Stefan Poppe, Directeur commercial du groupe Molenbergnatie et Vice-Président de la Fédération des entrepreneurs européens, qui a parlé de " L'entreposage de cacao : améliorer la qualité des services d'entrepôt ". M. Tobias Lohmüller, Directeur de la recherche et du développement chez Bühler Barth, a présenté " La technologie de transformation du cacao – Tendances futures et dernières nouveautés ", suivi de M. Lee Choon Hui, Directeur général du Malaysian Cocoa Board, qui a donné un aperçu de " L'innovation dans l'emploi de produits et dérivés du cacao ". Ces interventions ont été suivies de discussions en panel à partir desquelles les conclusions suivantes ont été tirées sur les progrès à réaliser : tout d'abord, la mise en place d'échanges d'informations appropriés entre les sociétés d'expédition et leurs clients pour résoudre les problèmes liés au transport maritime de fèves de cacao. En second lieu, la rédaction de contrats adéquats pour assurer la qualité des prestataires de services ; troisièmement, l'amélioration de la rapidité de chargement/déchargement des conteneurs sur les cargos

; quatrièmement, l'adoption de normes internationales de traçabilité des fèves de cacao en vrac ; cinquièmement, l'amélioration de la recherche sur l'éradication des nuisibles dans les cargaisons de fèves de cacao ; et finalement, une meilleure communication sur les avantages de la consommation de cacao pour la santé et son utilisation en cosmétique.

16. Le Panel 7 sur “ La traçabilité du cacao et ses effets sur la qualité du chocolat ” a été ouvert par Tony Lass MBE, Fox Consultancy, avec une intervention intitulée “ Introduction à la traçabilité dans la chaîne de valeur du cacao ”, suivie d'une intervention d'Emmanuel Opuku, Directeur adjoint de Recherche et développement, Ghana Cocoa Board. Pierre Courtemanche, Directeur exécutif de GeoTraceability Ltd, a présenté “ GeoTraceability ”, suivi de Jack Steijn, Président du Comité 415 du CEN, qui a fourni des informations sur “ L'initiative du CEN en matière de durabilité et de traçabilité du cacao ”. Cela a été suivi d'une discussion en panel avec des questions du public, à partir desquelles des recommandations ont été dégagées : améliorer la qualité des systèmes de traçabilité pour y inclure les informations sur les exploitations et les producteurs ; s'assurer que l'analyse coût/bénéfice de la traçabilité est transparente afin d'assurer la crédibilité ; œuvrer pour le développement de systèmes de traçabilité en liaison avec les systèmes de certification ; et former et engager tous les acteurs de la chaîne de valeur.

17. Le Panel 8, “ Financement du secteur cacao ”, a rassemblé Hirren Singharay, Directeur général, Standard Chartered ; Diaka Sall, Responsable des prêts, Root Capital ; Edward George, Spécialiste des produits de base agricoles, Ecobank ; et M. Benedict Oramah, Vice-Président, Développement des affaires et Services bancaires, Afreximbank. Après avoir prononcé de courtes interventions, les membres du panel ont répondu à des questions du public. Ces interventions et les discussions ont conduit le panel à recommander aux pays producteurs, aux institutions publiques et aux entités privées à s'engager davantage dans le financement de la production ; à établir un système de subvention des taux d'intérêt dans la production agricole ; à encourager la formation d'organisations de producteurs viables et crédibles ; et à réfléchir à des produits assurant la souplesse et l'accessibilité du financement de la production.

18. Le Panel 9, “ Financement du secteur cacaoyer mondial ”, a rassemblé Viwanou Gnassounou, Expert en protocoles et produits de base, Groupe des États ACP ; Dick de Graaf, Coordinateur du Comité de surveillance du cacao, Fédération syndicale européenne pour les secteurs de l'Agriculture, de l'Alimentation et de l'Hôtellerie (EFFAT) ; Robin Dand, Coordinateur de la Conférence mondiale sur le cacao, ICCO ; et M. Torben Erbrath, Directeur général, Association de l'industrie de la confiserie allemande (BDSI). Après de courtes interventions des membres du panel, une discussion s'est déroulée sur une série de questions soulevées par le public, donnant lieu à une série de recommandations : tout d'abord, l'engagement de toutes les parties prenantes de la chaîne de valeur dans le financement de la production ; deuxièmement, la mise en place de partenariats public-privé pour assurer l'efficacité du financement du secteur ; troisièmement, l'adoption d'une approche thématique du financement de tous les produits agricoles au lieu de se focaliser sur un seul produit de base ; quatrièmement, l'amélioration de la traçabilité ; cinquièmement, l'identification de nouveaux canaux de financement ; et finalement, l'encouragement et le soutien au Groupe des États ACP pour leur proposition provisoire sur la durabilité du secteur cacaoyer, dont les détails devaient être fournis ultérieurement.

19. Le Panel 10, “ Amélioration de l'efficacité et gestion des risques ”, a démarré par une intervention d'El Hadj Adama Toure, Economiste agricole pour la région africaine à la Banque mondiale, intitulée “ Financement et gestion des risques dans la filière cacao ”, suivi de Guy Sneyers, Directeur d'exploitation du Fonds commun pour les produits de base, qui est intervenu sur le thème de

“ L’amélioration de l’efficacité sur le marché du cacao ”. Les recommandations suivantes ont été émises lors des discussions ultérieures : premièrement, l’application des meilleures pratiques connues de production agricole ; deuxièmement, la mise à disposition des exploitants des intrants nécessaires pour assurer une production durable ; troisièmement, la lutte contre les maladies endémiques ; et enfin, la réalisation de bonnes prévisions de récoltes. Après une série de questions-réponses, le modérateur, M. Djibril Fadiga, a clôturé la séance.

MERCREDI 21 NOVEMBRE 2012 – ATELIER 3, CONSOMMATION DURABLE, SALLE CHANDELIER

20. Cet atelier a été modéré par Pierre Etoa Abena (conseiller principal, ONCC Cameroun), Président du Groupe de travail de la Conférence sur la consommation durable. Dans le cadre du **Panel 11**, “ Examen de la dynamique de la demande de cacao dans le monde et des changements sur le marché du cacao ”, le thème “ Structure et concurrence dans l’industrie du cacao et du chocolat ” a été traité par Edward George, Spécialiste en produits de base agricoles, Ecobank ; Jonas Mva Mva, Directeur de programme cacao, IDH ; Kojo Amoo-Gottfried, Directeur pays, Cargill Ghana ; et Kouamé Kouakou Georges, Secrétaire général, Coopérative Agricole Kavokiva, Côte d’Ivoire, qui ont répondu collectivement aux questions du public et débattu sur ce thème. Les conclusions suivantes en ont été tirées : tout d’abord, la nécessité de développer davantage la transformation à l’origine ; en second lieu, le développement et la promotion de la consommation dans les pays producteurs (a) en identifiant les produits qui satisfont les attentes des consommateurs et (b) en développant des produits cacaoyers adaptés aux besoins locaux des marchés de consommation de chocolat non traditionnels et vendus à des prix acceptables ; et finalement, la promotion du développement d’activités liées aux cacao pour stimuler l’entrepreneuriat rural et aider à stopper l’exode des jeunes générations vers les villes.

21. Le **Panel 12**, “ Demande et diversité du cacao ” a été ouvert par Francisco Redruello, Analyste alimentaire senior, Euromonitor International, qui a parlé des “ Opportunités commerciales pour le chocolat et enjeux pour les fabricants mondiaux ”, suivi de Freddy Amores Puyutaxi, responsable du Programme café-cacao, *Instituto Nacional Autónomo de Investigaciones Agropecuarias* (INIAP), qui a traité les “ Activités de conservation et usage commercial de la diversité cacaoyère en Équateur ”. Après les interventions, une séance de questions-réponses a eu lieu, débouchant sur les recommandations suivantes : tout d’abord, le besoin d’information et de sensibilisation aux exigences de qualité des produits de chocolat sur les marchés émergents ; en second lieu, l’information et l’éducation des consommateurs sur l’étiquetage des produits ; troisièmement, le développement de produits de cacao fabriqués sur place pour élargir la gamme de produits offerts.

22. Le **Panel 13**, “ L’importance croissante de la sûreté alimentaire et de la législation et des règles SPS ”, a été ouvert par Mme Isabelle Adam, Secrétaire générale, Association européenne du cacao (ECA), qui a parlé de “ exigences réglementaires de l’UE en matière de qualité et de sûreté alimentaire dans une filière cacao durable ”, suivie de Mme Julie Flood, Directrice mondiale des produits de base, CABI, avec une intervention intitulée “ Sûreté alimentaire du cacao : promouvoir la confiance des producteurs et des consommateurs ”. Lucien Kouamé, inspecteur au Ministère de l’Agriculture, Côte d’Ivoire, a ensuite prononcé une intervention intitulée “ Expérience d’un producteur face aux exigences de sécurité sanitaire des aliments ”, suivie de “ SPS pour le cacao : lier la réglementation aux impératifs de la recherche et aux pratiques des exploitants au 21^{ème} siècle ” par Roy Bateman, International Pesticide Application Research Consortium (IPARC). Après les interventions, une séance de questions-réponses a permis de soulever les aspects suivants. Tout d’abord, le renforcement des capacités d’utilisation responsable des pesticides est nécessaire, ce qui exige que tous les acteurs de la filière soient conscients des problèmes et qu’une collaboration appropriée entre producteurs,

importateurs et fabricants de pesticides soit établie ; deuxièmement, des recherches doivent être menées pour trouver de nouveaux pesticides sûrs et efficaces et savoir comment les appliquer ; troisièmement, des mécanismes de collaboration doivent être mis en place pour l'introduction de lois interdisant la production et la distribution illégales de pesticides interdits pour le cacao. Quatrièmement, les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) doivent être diffusées et mises à jour après identification ; cinquièmement, les expériences issues des recherches, de la production, de l'utilisation et du respect des normes SPS dans les pays les plus développés doivent être partagées avec les moins développés ; et sixièmement, la législation sur l'homologation et l'emploi de pesticides dans le cacao doit être harmonisée.

23. Le Panel 13 a été suivi d'une intervention de Gerry Manley, Président de la *Federation of Cocoa Commerce Ltd* (FCC) / Directeur général cacao, Olam International, sur les objectifs, les fonctions et les défis que doit relever la *Federation of Cocoa Commerce* (FCC).

24. Le **Panel 14**, “ perspectives de l'offre et de la demande de cacao sur le marché ”, a assisté à des interventions de Mme Judith Ganes-Chase, Consultante, et de Laurent Pipitone, Directeur de la Division économique et des statistiques, ICCO. Le panel a répondu collectivement aux questions du public et discuté de la question. Les aspects suivants sont ressortis du panel et des discussions. Tout d'abord, les méthodes de transformation de cacao en produits autres que le chocolat doivent être identifiées afin d'encourager la consommation à l'origine. Deuxièmement, il convient d'augmenter la production de cacao doté de caractéristiques sensorielles particulières, qui bénéficie généralement d'un prix plus élevé. Troisièmement, des mécanismes doivent être établis pour réduire les fluctuations et le déséquilibre entre l'offre et la demande afin de maintenir un marché relativement stable, en veillant notamment à ce que les incitations à augmenter l'offre mondiale de cacao n'entraînent pas une surproduction à long terme et répondent de façon adéquate à l'évolution de la demande de consommation. Quatrièmement, afin d'améliorer la fiabilité des prévisions d'offre et de demande, davantage d'informations sur les ressources cacaoyères et une meilleure coopération dans le partage d'informations entre les pays producteurs et consommateurs sont nécessaires. Le modérateur, Pierre Etoa Abena, a clôturé la séance.

JEUDI 22 NOVEMBRE 2012 – SÉANCE PLENIÈRE, AUDITORIUM

25. Pierre Etoa Abena, Conseiller principal à l'ONCC, Cameroun, a modéré la séance, intitulée “ De la théorie à la pratique – Assurer la durabilité de la chaîne de valeur cacaoyère ”, visant à présenter l'approche des principaux acteurs pour accroître la durabilité du secteur cacaoyer, via des compte rendus de leurs projets et actions. Les premières interventions ont été celles des entreprises. Le panel rassemblait Kevin Petrie, Directeur des approvisionnements, Nestlé ; James Boateng, Directeur général Ghana, Mondelez International (Kraft Foods) ; Howard Shapiro, Directeur mondial du personnel, science végétale et recherche externe, Mars ; et Nicko Debenham, Directeur, Développement & Durabilité, Armajaro Trading.

26. La deuxième partie de la séance était intitulée “ De la théorie à la pratique – Assurer la durabilité de la chaîne de valeur cacaoyère : les pays ” et réunissait Robert Yapo, Conseil Café-Cacao, Côte d'Ivoire ; Anthony Fofie, PDG, Ghana Cocoa Board ; Luis Valverde, Vice-Ministre de l'Agriculture, de l'Élevage, de l'Aquaculture et des Pêches, Équateur ; et Samsudin Hj. Noor, Sous-secrétaire, Division du développement des industries du cacao et du poivre, Ministère des industries de plantation et des produits de base, Malaisie.

RAPPORT SUR LA CONFÉRENCE MONDIALE SUR LE CACAO 2012

Page 8

27. La troisième partie de la séance, intitulée “ De la théorie à la pratique – Assurer la durabilité de la chaîne de valeur cacaoyère : les institutions ”, a rassemblé Hope Sona Ebai, Chef de division, World Cocoa Foundation/African Cocoa Initiative (WCF/ACI) ; Patrick Poirrier, Vice-Président, CAOBISCO / CEO Groupe CEMOI ; Elena Rueda, GIZ, représentant le Forum allemand du cacao durable ; et Marieke Poissonnier, Directrice des politiques et du service du plaidoyer, Oxfam-Wereldwinkels. Le modérateur, Pierre Etoa Abena, a clôturé la séance.

JEUDI 22 NOVEMBRE 2012 – SALLE DES FÊTES

28. L’après-midi, M. Jean-Marc Anga, Directeur exécutif, ICCO, a modéré une réunion durant laquelle les présidents des groupes de travail et les modérateurs des ateliers, les rapporteurs et les principales parties prenantes, y compris les représentants de la société civile, ont étudié la rédaction des versions provisoires de l’**Agenda global du cacao** et de la **Déclaration d’Abidjan sur le cacao** sur la base des discussions tenues à la Conférence. La rédaction finale de ces deux documents a été arrêtée.

VENDREDI 23 NOVEMBRE 2012 – SÉANCE PLENIÈRE, AUDITORIUM

29. M. Jean-Marc Anga, Directeur exécutif, ICCO, a modéré la première partie de cette séance durant laquelle Laurent Pipitone, Directeur de la Division économique et des statistiques, ICCO, a présenté “ Le rôle de l’ICCO dans le suivi et la coordination des initiatives cacaoyères mondiales ”. Achille Bassilekin III, Secrétaire général adjoint, Groupe d’États d’Afrique, Caraïbes et Pacifique (ACP) a ensuite présenté une “ Introduction au Programme de durabilité cacaoyère ACP-ICCO ”. Sur la base des interventions faites précédemment par les principales institutions du secteur sur leurs initiatives et leur vision, ces deux interventions ont fourni un cadre de soutien aux principales activités visant à assurer la durabilité de l’économie cacaoyère et à améliorer la coordination de toutes les initiatives mises en œuvre dans le secteur.

30. Sous la direction de Luis Valverde, Vice-Ministre de l’Agriculture, de l’Élevage, de l’Aquaculture et des Pêches, Équateur, les modérateurs de chaque atelier ont été invités à présenter un rapport à la Conférence sur les recommandations finales issues de leurs séances respectives. M. Martin Gilmour, Directeur de recherche sur la durabilité cacaoyère, Mars Chocolate, et Président du Groupe de travail de la Conférence sur la Production durable, a présenté le rapport de l’atelier 1 ; Djibril Fadiga, Directeur Général Adjoint, *Conseil du Café - Cacao*, Côte d’Ivoire, et Président du Groupe de travail de la Conférence sur la Filière industrielle durable, a présenté le rapport de l’atelier 2 ; Pierre Etoa Abena, Consultant senior, ONCC Cameroun, et Président du Groupe de travail de la Conférence sur la Consommation durable, a présenté le rapport de l’atelier 3 ; et M. Jean-Marc Anga, Directeur exécutif, ICCO, et Président du Groupe de travail de la Conférence sur la Gestion stratégique, a présenté le rapport de l’atelier 4.

31. La cérémonie de clôture de la Conférence s’est déroulée en présence de S.E. M. Daniel Kablan Duncan, récemment nommé Premier Ministre de la République de Côte d’Ivoire. M. Jean-Marc Anga, Directeur exécutif, ICCO, a présenté l’**Agenda global du cacao** contenant des actions spécifiques à mener au niveau régional, national et mondial. Il a souligné les sept recommandations émises dans le document pour placer l’ensemble du secteur sur la voie du développement durable. Les premières signatures ont ensuite été apposées sur la **Déclaration d’Abidjan sur le cacao** par de hauts représentants des gouvernements de principaux pays producteurs, des représentants de grandes sociétés de cacao et de chocolat, des organismes internationaux d’aide et de développement, des banques et autres institutions financières, des représentants d’organisations

d'exploitants et de la société civile, etc. Les remarques finales ont été accompagnées de remerciements au gouvernement de Côte d'Ivoire pour son excellent accueil exprimés par M. Jean-Marc Anga au nom de tous les participants. Le discours de clôture de la Conférence a ensuite été prononcé par S.E. Daniel Kablan Duncan, Premier Ministre de la République de Côte d'Ivoire. ²

32. Au nom de son gouvernement, Mme Lucie Wassink, conseillère politique pour les produits de base durables, Ministère des Affaires économiques, de l'Agriculture et de l'Innovation des Pays-Bas, a accepté la recommandation des participants de tenir la prochaine conférence aux Pays-Bas en 2014.

33. La Conférence mondiale sur le cacao s'est terminée par une conférence de presse.

ANNEXE I

DÉCLARATION D'ABIDJAN SUR LE CACAO

Conférence mondiale sur le cacao 2012

**La Déclaration d'Abidjan sur le cacao est un document non contraignant sur le plan juridique, exprimant le soutien des signataires à la Conférence mondiale sur le cacao
Abidjan, 23 novembre 2012**

A. Préambule

En tant qu'acteurs clés de la chaîne de valeur du cacao : producteurs, coopératives, négociants, exportateurs, transformateurs, fabricants de chocolat, grossistes, pays producteurs et consommateurs, organisations gouvernementales et non gouvernementales, institutions financières ainsi que les donateurs et agences internationales d'aide au développement, nous pensons que l'économie cacaoyère ne peut prospérer à long terme si elle ne fonctionne pas de façon plus durable et coopérative. Nous sommes conscients que nous avons, via nos opérations commerciales et/ou nos initiatives dans le secteur, une responsabilité envers la durabilité économique, environnementale et sociale de l'économie cacaoyère. Pour que cet objectif soit atteint sans compromettre la concurrence saine entre les opérateurs du marché, nous jugeons indispensable d'œuvrer tous ensemble, compte tenu de la complexité et de l'imbrication des défis à relever.

En tant que parties prenantes dans la chaîne de valeur du cacao, nous avons participé à la Conférence mondiale sur le cacao ayant conduit à l'Agenda global du cacao pour une économie cacaoyère durable, ou bien nous avons décidé d'approuver ses recommandations. Nous nous engageons collectivement à jouer notre rôle dans la réponse aux principaux défis auxquels l'ensemble du secteur cacaoyer est confronté, notamment en donnant aux petits cacaoculteurs la possibilité de sortir de la pauvreté et d'améliorer leur niveau de vie, condition nécessaire à l'accomplissement de la durabilité du secteur.

B. La Conférence mondiale sur le cacao – vers une économie cacaoyère durable

Par conséquent, en tant que signataires de la Déclaration d'Abidjan sur le cacao, nous convenons de participer au processus entamé par la première Conférence mondiale sur le cacao en suivant les principes ci-dessous :

Concernant la gestion stratégique du secteur

- a. Recommander d'œuvrer vers une approche visible et cohérente des initiatives actuellement menées dans le secteur cacaoyer, fournissant ainsi un cadre permettant d'améliorer la coordination de ces activités ;

- b. Recommander d'encourager et/ou soutenir, le cas échéant, l'élaboration et la mise en œuvre de plans nationaux de développement cacaoyer, sur la base d'approches de partenariat public privé (PPP) local, transparentes et pleinement participatives ;
- c. Accorder l'attention requise aux réglementations et accords internationaux applicables, notamment en ce qui concerne l'environnement, la sûreté alimentaire et les aspects connexes ;
- d. Chercher à améliorer le niveau de vie et les conditions de travail des populations engagées dans le secteur cacaoyer, en cohérence avec leur stade de développement, en particulier pour les enfants et les femmes, en tenant compte des principes internationalement reconnus et des normes applicables de l'OIT ;
- e. Participer à un processus consensuel volontaire pour instaurer la durabilité, sans empiéter sur la liberté de commerce des parties contractantes, en tenant compte de la contribution des systèmes actuels de certification du cacao, d'autres programmes et de toutes les initiatives en cours de préparation au niveau national et international, sachant que les efforts supplémentaires demandés aux cacaoculteurs doivent être dûment rémunérés.

Concernant la durabilité de la production

- f. Chercher, dans les cas où c'est nécessaire, à transformer les exploitations cacaoyères en entreprises commerciales performantes, susceptibles d'attirer les jeunes générations. Cela implique l'accroissement de la productivité et la culture durable de cacao de qualité, conforme aux caractéristiques spécifiées par l'industrie du cacao et du chocolat. L'accomplissement de ces objectifs exige du matériel végétal et des intrants améliorés, des technologies novatrices, une protection phytosanitaire intégrée pour maîtriser les nuisibles et les maladies, ainsi que le respect des normes internationales du travail ;
- g. Permettre aux cacaoculteurs d'opérer au sein de groupements d'exploitants soutenus par une éducation et une formation appropriée aux bonnes pratiques agricoles, disposant de mécanismes de crédits abordables et accessibles, gérant correctement la fertilité des sols et préservant la biodiversité et les écosystèmes actuels ;

Concernant la durabilité de la filière industrielle

- h. Promouvoir l'adoption des meilleures pratiques connues dans toute la chaîne de valeur, en assurant ainsi une filière cacao aussi courte et efficace que possible et en minimisant toute retombée nuisible sur l'environnement. Encourager la formation adéquate de tous les acteurs concernés et leur sensibilisation aux conditions de marché et aux problèmes de sécurité des consommateurs, afin que les entités d'un bout à l'autre de la chaîne de valeur puissent fonctionner d'une manière durable à long terme. Des revenus supplémentaires peuvent également être obtenus en accroissant la valeur ajoutée à l'origine ;

Concernant la durabilité de la consommation

- i. Formuler et mettre en œuvre des stratégies de consommation de cacao répondant à l'évolution des attentes et des préoccupations des consommateurs, tout en promouvant la consommation de cacao sur les marchés traditionnels/matures et sur les marchés émergents, ainsi que dans les pays d'origine (producteurs).

ANNEXE II

Agenda global du cacao pour la Conférence mondiale sur le cacao 2012 : Feuille de route pour parvenir à une économie cacaoyère mondiale durable

Document stratégique

1. Antécédents

- 1.1. Au cours des dernières décennies, le secteur cacaoyer mondial a fonctionné en général d'une manière non durable, faisant naître des préoccupations au sujet de son avenir.
- 1.2. La croissance de la **demande** de cacao durable, c'est-à-dire conforme aux critères économiques, sociaux et environnementaux, devrait se poursuivre dans les décennies à venir, parallèlement à la progression des revenus, de la population humaine, des marchés de consommation émergents et de l'intérêt pour des produits de cacao et de chocolat plus diversifiés et novateurs. De plus, les caractéristiques de la demande de produits de cacao et de chocolat ont évolué de manière significative depuis 10 ans, l'accent étant mis sur les produits de cacao et de chocolat supérieur, essentiellement sur les marchés matures, alors qu'une forte croissance s'est finalement matérialisée sur les marchés émergents dans plusieurs parties du monde, notamment en Asie. En outre, les consommateurs sont de plus en plus demandeurs de produits de cacao et de chocolat durables, certifiés, traçables et garantissant un haut niveau de sûreté alimentaire. Cependant, la communauté cacaoyère mondiale doit encore parvenir à un consensus sur la meilleure voie à suivre pour garantir aux consommateurs que le cacao est produit de façon durable et que les efforts supplémentaires exigés aux cacaoculteurs sont convenablement rémunérés.
- 1.3. Du côté de l'**offre**, les exploitants ont du mal à répondre à l'évolution des caractéristiques et des contraintes de la demande en raison d'une série de facteurs clés : pauvreté élevée et rémunération insuffisante des cacaoculteurs, déficit d'organisation des exploitants, compétences commerciales limitées, manque d'informations sur les ressources cacaoyères existant sur le terrain, faibles rendements, pertes dues aux nuisibles et aux maladies, vieillissement des arbres, dégradation des terres et des sols, usages fonciers concurrents, sécurité alimentaire, changement climatique, manque d'accès à des crédits abordables et d'intrants adéquats et finalement, le fait que les jeunes générations s'éloignent de la cacaoculture et de la vie rural en général. En outre, la nature intrinsèque de la cacaoculture, qui exige des investissements à long terme, a conduit à une situation de sous-investissement dans plusieurs domaines, compromettant la croissance future de l'offre, notamment en matière de recherche sur l'amélioration du matériel végétal, de pépinières pour la multiplication et de services de vulgarisation pour les exploitants.
- 1.4. Dans l'optique de traiter ces carences, plusieurs initiatives ont été mises en œuvre. Ces dernières années, plusieurs organisations ont mis l'accent sur la nécessité de prendre des mesures pour encourager une économie cacaoyère durable. Ainsi, lors de la **Première table**

ronde de l'ICCO pour une économie cacaoyère durable (RSCE1) à Accra, au Ghana, en octobre 2007, des représentants de l'ensemble de la filière cacao (producteurs, coopératives, négociants, exportateurs, transformateurs, chocolatiers, grossistes, organisations gouvernementales et non gouvernementales, institutions financières, donateurs et agences d'aide et de développement internationales) ont adopté l'“**Agenda d'Accra**” pour une économie cacaoyère mondiale durable. Six domaines prioritaires pour parvenir à une économie cacaoyère mondiale durable, englobant toute la filière cacao, ont été identifiés dans l'Agenda sous les titres suivants : Cadre institutionnel, Production durable, Commercialisation durable, Transformation et fabrication durables, Consommation durable et Dimension internationale.

- 1.5. Lors de la **Deuxième table ronde de l'ICCO pour une économie cacaoyère durable (RSCE2)**, à Port-of-Spain, Trinité-et-Tobago, en mars 2009, les participants ont examiné les progrès réalisés dans la mise en œuvre de l'Agenda d'Accra et adopté la **Déclaration de Trinité-et-Tobago**, dans laquelle il était convenu que dix éléments clés contenus dans un document de travail devaient être discutés plus en profondeur lors de réunions ultérieures. Les dix éléments identifiés étaient les suivants : (i) Transparence, (ii) Respect des lois et réglementations applicables, (iii) Rémunération du cacao de qualité, productivité et amélioration des revenus des exploitants, (iv) Accès au crédit et aux services de développement rural et diversification, (v) Accès au marché et information sur le marché, (vi) Conditions de travail décentes, (vii) Soutien aux exploitants et aux organisations d'agriculteurs, (viii) Planification claire de l'utilisation des sols et infrastructure appropriée, (ix) Gestion rationnelle des ressources naturelles, (x) Conservation et utilisation pertinente de la biodiversité.
- 1.6. Sous l'impulsion des deux tables rondes et suite au succès des négociations d'un nouvel **Accord international de 2010 sur le cacao**, conclu en juin 2010 à Genève sous les auspices de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), les principaux acteurs du secteur cacaoyer mondial ont décidé de poursuivre leurs efforts pour parvenir à une économie cacaoyère mondiale durable respectant pleinement les exigences économiques, sociales et environnementales.
- 1.7. À sa 84^{ème} session ordinaire tenue à Londres, Royaume-Uni, en septembre 2011, et suite à une intervention sur la prolifération d'initiatives cacaoyères peu coordonnées, le Conseil international du cacao, organe suprême de l'Organisation internationale du cacao (ICCO), a décidé d'organiser une **Conférence mondiale sur le cacao** en novembre 2012, à Abidjan en Côte d'Ivoire, le plus grand pays producteur dont le gouvernement a aimablement accueilli l'événement.
- 1.8. La conférence proposée a réuni tous les acteurs de la filière cacao dans l'objectif de procéder à un examen critique des défis stratégiques auxquels l'économie cacaoyère mondiale est confrontée et de déterminer les actions coordonnées à mettre en œuvre et les parties prenantes. Le principal produit de la Conférence est un **Agenda global du cacao** pour une économie cacaoyère mondiale durable contenant un plan d'action sur dix ans au niveau mondial, avec des actions spécifiques à l'échelon national.

- 1.9. Pour préparer cet Agenda global du cacao, quatre **groupes de travail** (“ GT ”) ont été établis, comprenant des représentants des principaux acteurs de la filière cacao, à savoir les producteurs, négociants, transformateurs, chocolatiers, organisations gouvernementales et non gouvernementales, société civile, etc. Le Groupe de travail 1 (GT1) a été chargé de la Production durable de cacao, le GT2 de la Filière industrielle cacaoyère durable, le GT3 de la Consommation durable de cacao et le GT4 de la Gestion stratégique. Un site web et une page facebook de la Conférence ont été créés pour collecter les points de vue, commentaires, suggestions et observations des membres du public et d’autres parties intéressées.

2. Principes directeurs

- 2.1 **Nous**, participants à la Conférence mondiale sur le cacao 2012, représentants de producteurs, de coopératives, de négociants, d’exportateurs, de transformateurs, de fabricants de chocolat, de grossistes, de pays producteurs et consommateurs, d’organisations gouvernementales et non gouvernementales, d’institutions financières, de donateurs et d’agences d’aide au développement, nous sommes réunis à Abidjan, en Côte d’Ivoire, du 19 au 23 novembre 2012, pour étudier les défis auxquels le secteur cacaoyer mondial est confronté et recommander des mesures à prendre pour les relever, en vue d’assurer une économie cacaoyère durable, produisant des bénéfices économiques et sociaux élevés tout en préservant l’environnement, en faveur de tous les acteurs de la filière, en particulier les petits exploitants ;
- 2.2 **Conscients** que la coopération internationale et la coordination de tous les acteurs de la filière sont vitales pour la durabilité future du secteur cacaoyer et que des actions internationales doivent étayer et compléter les initiatives nationales menées pour parvenir à une économie cacaoyère durable ;
- 2.3 **Reconnaissant** que les actions et initiatives en matière de durabilité menées par les différentes parties prenantes sont louables et doivent être poursuivies, tout en renforçant leur coordination au niveau national, régional et international ;
- 2.4 **Recommandons** l’accroissement substantiel et la coordination de nos efforts afin d’assurer l’accomplissement de l’objectif d’une économie cacaoyère mondiale durable ;
- 2.5 **Invitons** les parties prenantes nationales, régionales et internationales du secteur cacaoyer de se joindre à cette initiative mondiale en soutenant pleinement d’Agenda global du cacao décrit ci-dessous et en lui consacrant les ressources requises au niveau national, régional et international.

3. Principaux défis

Les principaux défis auxquels la filière cacao est confrontée ont été identifiés et peuvent être résumés comme suit. De plus amples détails sont fournis à l'annexe technique.

3.1 Production durable de cacao

Le modèle commercial actuel de nombreux cacaoculteurs n'est pas durable, du fait qu'il se caractérise par des systèmes de production déficients et non rentables, avec un accès limité ou nul au matériel végétal amélioré, aux services de vulgarisation, aux intrants et aux crédits, notamment à des taux d'intérêt abordables, et en raison de l'organisation de base déficiente des producteurs, limitant leurs opportunités de commercialisation et donc généralement leurs revenus. Les défis à relever comprennent également l'adaptation et la lutte contre le changement climatique et les effets négatifs sur l'environnement, ainsi que les aspects sociaux et les conditions de travail.

3.2 Filière industrielle cacaoyère durable

Le déplacement du cacao dans la filière industrielle est souvent déficient, en raison d'une mauvaise gestion des marchandises aggravée par le manque de transparence du marché et de connaissances en matière de sûreté alimentaire. S'ajoutant à l'accès limité aux financements, à l'imposition de barrières commerciales et au manque d'infrastructures, cela provoque des conditions imparfaites pour le transport de marchandises, en particulier concernant le système de traçabilité. Il existe en outre une information insuffisante sur les bonnes pratiques dans l'ensemble de la filière industrielle, depuis le commerce jusqu'à la transformation, la fabrication et la distribution. D'autres enjeux, notamment ceux liés aux aspects sociaux et aux conditions de travail, méritent d'être pris en compte. Dans de nombreux cas, la chaîne d'approvisionnement est déficiente, ce qui réduit la part du prix d'exportation reçue par les cacaoculteurs.

3.3 Consommation durable de cacao

Malgré de récents progrès, sur les marchés matures et traditionnels, les attentes et les préoccupations des consommateurs liées à la durabilité de produits de cacao respectant les critères économiques, sociaux et environnementaux, vérifiés via la certification et la traçabilité, restent largement insatisfaites. De même, malgré sa croissance actuelle, il existe un potentiel de progression de la consommation de cacao sur les marchés émergents et dans les pays d'origine (producteurs), qui devrait être renforcé. Finalement, les caractéristiques de la demande de cacao en provenance de l'industrie sont mal connues et de meilleures informations dans ce sens permettraient aux producteurs de mieux planifier l'offre de cacao.

3.4 Gestion stratégique

On assiste à une prolifération d'initiatives dans le secteur cacaoyer, dont la plupart, quoique bien intentionnées, sont généralement non coordonnées et peuvent parfois manquer de transparence, entrer en concurrence, voire se neutraliser ou se contrecarrer mutuellement, provoquant la confusion des exploitants, qui voient diminuer leurs perspectives de performances et les répercussions positives de ces initiatives.

4 Action des parties prenantes au niveau national, régional et international (voir l'annexe technique pour plus de détails)

4.1 Production durable

- 4.1.1. Transformer les exploitations cacaoyères en entités commerciales florissantes et attractives pour les jeunes générations, en accroissant la productivité et en produisant du cacao de bonne qualité, conforme aux attentes de l'industrie du cacao et du chocolat et aux exigences de durabilité, en employant du matériel végétal et des intrants améliorés, des technologies novatrices, une protection phytosanitaire intégrée – notamment contre les espèces envahissantes – et des collections de cacao contrôlé, ainsi qu'en respectant les normes du travail internationales ;
- 4.1.2. Permettre aux cacaoculteurs d'opérer au sein d'organisations d'exploitants viables, soutenues par une éducation et une formation adéquate aux bonnes pratiques agricoles, étayées par des instruments de crédit abordables et accessibles et des services de recherche et de vulgarisation, et capables de gérer correctement la fertilité du sol, de s'adapter et de lutter contre le changement climatique et de préserver la biodiversité et les écosystèmes actuels, notamment en promouvant la diversification des récoltes.

4.2 Filière industrielle durable

Encourager l'emploi des meilleures pratiques connues dans toute la filière afin que la filière soit la plus courte et efficace possible, accroissant ainsi la traçabilité et réduisant toute action préjudiciable à l'environnement, tout en assurant que tous les agents de la filière industrielle sont correctement formés et connaissent les conditions du marché et les aspects de sécurité des consommateurs, afin que tous les acteurs de la chaîne de valeur opèrent de façon durable à long terme, en particulier via l'ajout de valeur à l'origine et le développement de produits dérivés du cacao. Cela doit garantir des revenus suffisants à toutes les personnes dépendant du cacao, notamment dans les pays producteurs.

4.3 Consommation durable

Élaborer et mettre en œuvre des stratégies de consommation de cacao durable, répondant à l'évolution des attentes et des préoccupations des consommateurs, tout en promouvant la consommation de cacao sur les marchés traditionnels/matures et sur les marchés émergents, ainsi que dans les pays d'origine (producteurs).

4.4 Gestion stratégique

- 4.4.1. Les gouvernements nationaux et/ou les organismes cacaoyers soutenus par les gouvernements doivent encourager l'élaboration et la mise en œuvre de **plans de développement cacaoyer** (PDC) nationaux exhaustifs dans chaque pays producteur et consommateur, à travers une approche pleinement inclusive, transparente et participative, impliquant toutes les parties prenantes de la filière cacao (producteurs, coopératives, négociants, exportateurs, transformateurs, chocolatiers, grossistes, organisations gouvernementales et non gouvernementales, institutions financières, donateurs et agences d'aide au développement internationales ;

- 4.4.2. Les institutions internationales pertinentes doivent conseiller les agences cacaoyères nationales, selon que de besoin, sur la mise en œuvre des PDC conformément aux exigences internationales, et suggérer des mesures correctrices le cas échéant ;
- 4.4.3. Les institutions internationales pertinentes doivent renforcer la coordination et la cohérence des initiatives menées dans le secteur cacaoyer au niveau national par des entités du secteur public ou privé.

5. Recommandations

Les participants à la Conférence mondiale sur le cacao recommandent ce qui suit :

1. Adopter l'**Agenda global du cacao** figurant dans le présent document et son annexe technique ;
2. Inviter tous les pays Membres et non-membres de l'ICCO à développer et mettre en œuvre leur propre **Plan de développement cacaoyer** national, issu d'un processus pleinement transparent et participatif avec tous les acteurs clés du secteur cacaoyer, par le biais de partenariats public-privé.
3. Chercher à accroître la transparence et la **coordination des activités de développement** menées et envisagées dans le secteur cacaoyer sur le plan national, régional et international, en renforçant ainsi la cohérence et l'efficacité des actions visant à relever les défis auxquels le secteur est confronté.
4. Le Conseil international du cacao devrait autoriser l'élargissement de la **Commission consultative sur l'économie cacaoyère mondiale** de l'ICCO, conformément à l'Accord international de 2010 sur le cacao, afin d'y intégrer d'autres parties prenantes et experts pertinents ;
5. La **Commission consultative**, sous l'autorité du Conseil international du cacao, devrait être chargée du suivi et de la coordination, par l'intermédiaire du secrétariat de l'ICCO, de la mise en œuvre de l'Agenda global du cacao conformément aux dispositions de l'Accord international de 2010 sur le cacao.
6. Demander au Conseil international du cacao d'autoriser le secrétariat de l'ICCO à faire office d'**organe central de coordination** chargé de suivre la mise en œuvre effective de l'Agenda global du cacao, de préparer les rapports annuels sur " L'état de l'économie cacaoyère mondiale " soumis à discussion au sein de la Commission consultative et de présenter des rapports au Conseil international du cacao ;

7. Organiser la prochaine **Conférence mondiale sur le cacao** en 2014 aux Pays-Bas.

Les participants expriment leur sincère gratitude au gouvernement et à la population de la Côte d'Ivoire pour leur générosité et leur aimable attention lors de cette conférence.

Abidjan, Côte d'Ivoire, vendredi 23 novembre 2012

Agenda global du cacao pour la Conférence mondiale sur le cacao 2012 : Feuille de route pour parvenir à une économie cacaoyère durable

Annexe technique

1. Principaux défis et actions

Pour progresser vers une économie cacaoyère durable, les défis auxquels le secteur est confronté doivent être relevés conformément aux principes suivants :

1.1 Stratégie directrice

- 1.1.1 Assurer une vision cohérente des initiatives menées actuellement dans le secteur cacaoyer, en fournissant un cadre de coordination de ces opérations ;
- 1.1.2 Aider, selon que de besoin, les gouvernements de pays producteurs de cacao à élaborer et mettre en œuvre leurs plans nationaux de développement cacaoyer, sur la base de partenariats public-privé (PPP) locaux mis en place et coordonnés par les collectivités locales et les institutions soutenues par le gouvernement ;
- 1.1.3 Assurer le respect des réglementations et des accords applicables au niveau international, notamment concernant l'environnement, la sûreté alimentaire et les aspects connexes, et fournir l'assistance requise à cet effet ;
- 1.1.4 Mettre en œuvre des programmes visant à améliorer les niveaux de vie et les conditions de travail des populations liées au secteur cacaoyer en cohérence avec leur stade de développement, en particulier les enfants, compte tenu des principes internationalement reconnus et des normes applicables de l'OIT ;
- 1.1.5 Établir un processus consensuel pour assurer la conformité aux exigences de durabilité, en tenant compte des possibilités offertes par les systèmes actuels de certification du cacao et d'autres initiatives existantes ou en cours de préparation au niveau national, régional et international, sachant que les efforts supplémentaires demandés aux cacaoculteurs doivent être dûment rémunérés.

1.2 Production durable

Cinq domaines d'action ont été identifiés en matière de production durable :

- 1.2.1 Transformer les exploitations cacaoyères en entreprises modernes en adoptant une approche entrepreneuriale, afin d'assurer des revenus équitables et d'attirer ainsi les jeunes générations. Soutenir le regroupement d'exploitants au sein d'organisations leur permettant d'accéder à un éventail plus large de services, y compris l'éducation et la formation, et au sein d'associations qui renforceraient leur pouvoir en leur permettant de participer au processus d'élaboration des politiques au niveau local, régional et national. Renforcer l'accès aux crédits abordables, aux services de vulgarisation et à des infrastructures adéquates au niveau communautaire pour les exploitants et leurs organisations ;

- 1.2.2 Accroître la productivité en soutenant la conservation et l'exploitation de la diversité génétique du cacao, en fournissant du matériel végétal et des intrants améliorés, des technologies novatrices et une protection phytosanitaire intégrée, tout en gérant la fertilité des terres cacaoyères et la conservation des sols afin d'assurer la durabilité à long terme des rendements ;
- 1.2.3 Améliorer la qualité du cacao via une meilleure communication des besoins de l'industrie, la transformation post-récolte et l'évaluation de la qualité ;
- 1.2.4 Renforcer la sûreté alimentaire en augmentant la promotion et l'adoption des bonnes pratiques agricoles, en éliminant tous les pesticides non autorisés et en améliorant la traçabilité afin d'identifier rapidement la source de tout produit illégal en cas d'incident menaçant la sûreté alimentaire ;
- 1.2.5 Préserver la biodiversité, conserver les écosystèmes existants et accroître la résilience aux effets du changement climatique sur la production de cacao en menant des recherches sur l'adaptation et l'atténuation de ses effets ;

1.3 Filière industrielle durable

Neuf aspects d'une filière industrielle durable ont été retenus afin d'être traités :

- 1.3.1 Continuer les travaux sur les “ *Lignes directrices sur les meilleures pratiques connues dans la filière cacao* ”, en élargissant leur portée pour inclure tous les stades de la filière, y compris la transformation, la fabrication, la distribution et la consommation. Promouvoir et diffuser l'adoption des meilleures pratiques connues dans toute la filière ;
- 1.3.2 Mener des études de la filière nationale, “ de l'exploitation à la table ”, et entreprendre des analyses FFOM du secteur cacaoyer national afin de relever les défis et de saisir les opportunités offertes ;
- 1.3.3 Développer et renforcer l'efficacité de la filière, en assurant une filière cacao interne aussi courte et efficace que possible et en garantissant des bénéfices équitables à tous les participants, en particulier les petits exploitants ;
- 1.3.4 Assurer la transparence du marché et la diffusion de l'information dans toute la filière, en particulier aux exploitants. La généralisation de l'utilisation des téléphones mobiles et d'autres technologies de l'information et de la communication (ICT) à des coûts abordables dans les pays producteurs de cacao offre une occasion remarquable d'améliorer considérablement l'accès aux informations ;
- 1.3.5 Améliorer la traçabilité tout au long de la filière, depuis le cacao produit par les groupements d'exploitants jusqu'aux consommateurs, à l'aide de nouvelles technologies abordables comme les systèmes d'information géographique (SIG). Concevoir et mettre en œuvre un système susceptible de renforcer la sécurité du cacao dans la filière et d'améliorer les documents qui l'attestent ;
- 1.3.6 Compiler et tenir à jour une liste exhaustive et pertinente de problèmes de sûreté pour les consommateurs, en déterminant comment les atténuer et en établissant un système/mécanisme d'avertissement rapide des négociants et des producteurs afin

d'identifier les points d'évaluation critiques pour empêcher l'aggravation des problèmes liés au commerce ;

- 1.3.7 Étudier la pertinence des systèmes de récépissés d'entrepôt et développer la transformation et l'ajout de valeur à l'origine ;
- 1.3.8 Chercher à réduire l'exposition des exploitants à la volatilité des cours du cacao et dispenser des programmes d'éducation aux exploitants afin qu'ils vendent leurs produits dans des conditions optimales et renforcent ainsi leur pouvoir sur le marché ;
- 1.3.9 Chercher à réduire toute action préjudiciable à l'environnement et investir dans des technologies à faible consommation d'énergie, tout en atténuant les effets du changement climatique et en investissant dans des techniques d'adaptation.

1.4 Consommation durable

Quatre aspects de la consommation durable ont été retenus afin d'être traités :

- 1.4.1 Formuler et mettre en œuvre des stratégies permettant de répondre à l'évolution des attentes et des préoccupations des consommateurs ;
- 1.4.2 Diffuser des informations et mener des actions de marketing sur les principales qualités organoleptiques de cacaos spécifiques, en particulier les cacaos fins (fine ou flavour), promouvoir la diversité du cacao et son utilisation en assurant des premiers permettant d'accroître les revenus des exploitants ;
- 1.4.3 Promouvoir la consommation de cacao sur les marchés émergents et d'origine, en particulier via des campagnes nationales de promotion générique et des innovations permettant d'encourager la consommation locale de cacao et l'utilisation de produits dérivés ;
- 1.4.4 Encourager l'adoption de bonnes pratiques renforçant la sûreté alimentaire et assurer des niveaux de sûreté adéquats du cacao consommé.

2. Action à mener par les parties prenantes au niveau national, régional et international

2.1 Action des cacaoculteurs et des groupements d'exploitants :

Les exploitants devraient respecter les principes ci-dessous :

- 2.1.1 Adopter les meilleures pratiques agricoles connues pour livrer un produit de haute qualité, préservant l'environnement local et respectant la biodiversité ;
- 2.1.2 Promouvoir la mise en place d'organisations d'exploitants viables, afin de leur permettre d'accéder à un éventail plus large de services plus abordables et de renforcer ainsi leur pouvoir sur le marché ;

Les groupements d'exploitants peuvent revêtir plusieurs formes et avoir une portée très variable et diverses fonctions selon les conditions locales et les besoins particuliers de leurs membres. Ils devraient être guidés par les principes suivant :

2.1.3 Fournir des services appropriés à leurs membres, tels que : i) fonctions économiques, y compris l'offre, la production, la transformation et la commercialisation de biens et services, la gestion des facteurs de production comme l'eau, la terre, la main d'œuvre et le matériel agricole ; ii) fonctions sociales en faveur des membres et de la communauté locale, englobant culture, éducation, formation, santé, eau potable, sensibilisation aux conditions de travail et aux droits humains et soutien mutuel ; iii) représentation, y compris la sauvegarde des intérêts du groupe et le plaidoyer au niveau local, régional et/ou national ; iv) partage d'informations, communication dans l'organisation et avec d'autres parties prenantes et renforcement des capacités, soit directement soit via des accords contractuels v) coordination, les organisations d'exploitants pouvant établir des liens au niveau local et international et intégrer les fonctions mentionnés.

2.1.4 Favoriser le fonctionnement adéquat et efficace des organisations d'exploitants, en s'assurant que leurs dirigeants possèdent les compétences de gestion et l'intégrité requises, et assurer la bonne gouvernance et la transparence, afin qu'ils œuvrent toujours en faveur de leurs membres ;

2.2 Action des partenaires sociaux et des acteurs de la société civile

Les partenaires sociaux devraient être guidés par les principes suivants :

2.2.1 Renforcer la position des exploitants sur le marché en augmentant leur pouvoir au niveau local, national et international et renforcer l'implication des agents sociaux dans les secteurs économiques où le cacao est cultivé, commercialisé et transporté ;

2.2.2 Préconiser des politiques efficaces de formation et d'éducation ;

2.2.3 Œuvrer en faveur de la mise en place de systèmes efficaces pour améliorer la durabilité du secteur cacaoyer, en reconnaissant l'utilité du dialogue social dans la conception et l'application de ces systèmes ;

Les ONG et autres acteurs de la société civile devraient être guidés par les principes suivants :

2.2.4 Favoriser et soutenir toutes les opérations effectuées à l'origine, dans la communauté cacaoyère, en particulier au niveau des exploitants et de la filière d'approvisionnement ;

2.2.5 Contribuer, selon que de besoin et sous l'autorité des gouvernements nationaux, à diffuser les meilleures pratiques agricoles connues auprès de tous les opérateurs du secteur cacaoyer ;

2.2.6 Impliquer tous les membres de la communauté cacaoyère, en particulier les exploitants, de façon inclusive et participative, en collaboration avec d'autres parties prenantes, afin que les décideurs politiques tiennent compte de leurs points de vue dans le développement des politiques.

2.2.7 Renforcer la prise de conscience des problèmes sociaux, environnementaux et économiques, en particulier vis-à-vis des petits exploitants, au niveau national et international.

2.3 Action des gouvernements des pays producteurs de cacao, des organisations internationales et régionales et des partenaires du développement :

Les gouvernements, les organisations internationales et régionales et les partenaires du développement devraient être guidés par les principes suivants :

- 2.3.1 Élaborer un plan national de développement cacaoyer précisant la vision et les stratégies, en collaboration avec les autres acteurs nationaux du secteur, en tenant compte des perspectives internationales pour parvenir à une économie cacaoyère durable. Dans chaque pays, l'approche participative doit être assurée par des partenariats public-privé, encadrés par les institutions gouvernementales chargées du cacao et impliquant tous les partenaires stratégiques engagés dans le processus. Un organe chargé du suivi des progrès réalisés assurerait en outre une coordination adéquate des initiatives nationales dans le domaine du cacao ;
- 2.3.2 Fournir ou soutenir la fourniture de services d'appui adéquats aux exploitants, tels que le matériel végétal amélioré ; les intrants, la protection phytosanitaire intégrée, la préservation de la fertilité des sols ; l'amélioration de la qualité et le renforcement de la sûreté alimentaire, en tenant compte de la nécessité d'accroître les revenus des cacaoculteurs et leur degré d'organisation ; et fournir les services sociaux et sanitaires appropriés à tous les acteurs du secteur cacaoyer ;
- 2.3.3 Établir les contrôles nécessaires pour garantir la qualité du cacao et préserver son intégrité tout au long du processus ;
- 2.3.4 Promouvoir des systèmes de propriété foncière adéquats et des procédures claires de règlement des litiges ;
- 2.3.5 Garantir le droit d'association de tous les acteurs du secteur cacaoyer sur la base de principes acceptés au niveau international comme ceux entérinés par l'OIT, et faciliter la représentation des exploitants au niveau national et international ;
- 2.3.6 Favoriser des conditions de travail décentes pour les travailleurs du secteur cacaoyer, en cohérence avec leur stade de développement, en tenant compte des principes internationalement reconnus et des normes applicables de l'OIT. Étendre et améliorer l'accès à l'éducation pour tous les enfants, adopter et faire appliquer la législation nationale contre le travail des enfants et ses formes les plus graves et s'assurer que les informations sur la législation pertinente sont largement diffusées ;
- 2.3.7 Œuvrer pour la protection de l'environnement et de sa diversité, compte tenu du rôle des exploitants et des opérateurs de la filière dans la mise en place d'une économie cacaoyère durable ;
- 2.3.8 Encourager l'utilisation du cacao dans les pays d'origine.

2.4 Action du secteur privé

Les acteurs commerciaux et industriels devraient être guidés par les principes suivants :

- 2.4.1 Évaluer et renforcer l'impact de leurs opérations directes, de leurs pratiques d'achat et de leur travail afin d'accroître l'efficacité et la durabilité de la filière cacao, notamment pour garantir un niveau de vie décent aux cacaoculteurs ;

- 2.4.2 Améliorer la traçabilité au sein de la filière cacao ;
- 2.4.3 Participer activement à l'inventaire des initiatives menées dans le secteur cacaoyer et œuvrer pour l'application des principes directeurs de la Déclaration de Paris et de l'Agenda d'Accra (appropriation, alignement, harmonisation, résultats et responsabilisation réciproque) ;
- 2.4.4 Communiquer les attentes de l'industrie et contribuer au recueil d'informations sur les instruments de crédit disponibles aux exploitants ;
- 2.4.5 Diffuser les exigences de sûreté alimentaire et contribuer à la mise en place d'outils assurant la transparence du marché et le transfert de technologie ;
- 2.4.6 Respecter les lois et règlements pertinents au niveau national et international.

2.5 Action des gouvernements des pays importateurs de cacao, des organisations internationales et régionales et d'autres partenaires du développement

Les gouvernements, les organisations internationales et régionales et les partenaires du développement devraient être guidés par les principes suivants en termes de politiques :

- 2.5.1 Participer activement à l'inventaire des initiatives menées dans le secteur cacaoyer et œuvrer pour l'amélioration de la coordination des initiatives dans le secteur cacaoyer, en appliquant les principes directeurs de la *Déclaration de Paris* et de l'*Agenda d'Accra* (appropriation, alignement, harmonisation, résultats et responsabilisation réciproque) ;
- 2.5.2 Renforcer les forums multi-intervenants et aider à résoudre les problèmes liés au secteur cacaoyer ;
- 2.5.3 Réduire autant que possible les barrières tarifaires et non tarifaires au commerce de cacao ;
- 2.5.4 Assurer un niveau adéquat de sûreté alimentaire pour les consommateurs, en particulier les enfants ;
- 2.5.5 Améliorer la transparence et le fonctionnement des marchés cacaoyers physiques et financiers en adoptant les règlements appropriés si nécessaire ;
- 2.5.6 Aider les gouvernements des pays producteurs à relever les défis et saisir les opportunités, notamment en matière de développement et de mise en œuvre des plans nationaux de développement cacaoyer ;
- 2.5.7 Aider les cacaoculteurs à améliorer la qualité de leurs produits et à appliquer les meilleures pratiques connues, afin de leur assurer des revenus décents ;
- 2.5.8 Fournir une aide au développement suffisante pour renforcer la durabilité de l'économie cacaoyère, notamment pour réduire la pauvreté des petits exploitants, améliorer leur niveau de vie et atteindre les objectifs de développement convenus au niveau international, notamment les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

ANNEXE III

PROGRAMME DE LA CONFÉRENCE MONDIALE SUR LE CACAO

LUNDI 19 NOVEMBRE

Enregistrement, Hôtel Ivoire, Foyer Salle des Fêtes

Ouverture du Salon, Palais des Congrès, Foyer A & B

Inauguration officielle du Salon, Palais des Congrès, Foyer A & B
S.E. Jeannot Ahoussou-Kouadio, Premier Ministre de Côte d'Ivoire

MARDI 20 NOVEMBRE

Séance plénière matin (Auditorium)

Cérémonie d'ouverture et allocutions de bienvenue

S.E. Mamadou Sangafowa Coulibaly, Ministre de l'Agriculture, Côte d'Ivoire /
Président du Comité d'organisation, Conférence mondiale sur le cacao

Œuvrer pour une économie cacaoyère mondiale durable
M. Jean-Marc Anga, Directeur exécutif, ICCO

S.E. Raymond Ndong Sima, Premier Ministre du Gabon, au nom de Président Ali
Bongo Ondimba

Discours principal
S.E. M. Alassane Ouattara, Président de la République de Côte d'Ivoire

Séance plénière après-midi (Auditorium)

Moderée par **M. Jean-Marc Anga, Directeur exécutif, ICCO**

Barry Parkin, Directeur mondial approvisionnement et développement durable, Mars

Jean-Pierre Halkin, Directeur de l'Unité DEVCO.C1, Commission européenne, au nom
du Commissaire Andris Piebalgs

Tim Cofer, Président, Mondelēz International

La Diversification des Exportations de l'Afrique à travers la valeur ajoutée

Jean-Louis Ekra, Président, Afreximbank

Achille Bassilekin III, Secrétaire Général Adjoint, Groupe d'États d'Afrique, Caraïbes et Pacifique (ACP)

M. Coffi Rémy Noumon, Directeur du service des opérations pour la région Afrique centrale et occidentale, Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique

Mise en place d'une économie cacaoyère mondiale génératrice de croissance pour tous les acteurs de la filière : de l'exploitant au consommateur final

L'accélération des enjeux et des opportunités de la durabilité

Steven Retzlaff, Président **Approvisionnement mondial & cacao**, Barry Callebaut

The Cargill Cocoa Promise : travailler ensemble pour le cacao de demain

Jos de Loor, Président, Cargill Cocoa and Chocolate

PANEL 1 : Résoudre le problème du travail des enfants

Madame Dominique Ouattara, Première Dame de la République de Côte d'Ivoire et Présidente du Comité National de Suivi sur le Travail des Enfants

Discussion et questions en panel sur les stratégies pour aborder le travail des enfants

Mme Patricia Yao, Chef de cabinet de la Première Dame de la République de Côte d'Ivoire

Mme Raymonde Goudou Coffie, Ministre de la Famille, de la Femme et de l'Enfant

Nick Weatherill, Directeur exécutif, International Cocoa Initiative

Emmanuel Opoku, groupe sur le travail des enfants du Ghana Cocoa Board

Toussaint N'Guessan, Réseau Ivoirien pour l'Agriculture Durable (RIAD), Côte d'Ivoire

Remarques finales du modérateur et fin de la séance

MERCREDI 21 NOVEMBRE

Réforme de la filière cacao de Côte d'Ivoire

Massandjé Toure-Litsé, Directrice Générale, Conseil du Café - Cacao

PANEL 2 : Certification du cacao

Étude de l'ICCO sur la certification du cacao

Edmond Konan, Président, Global Business Consulting Company, Côte d'Ivoire

Discussion et questions en panel sur la certification du cacao

Ashish Deo, Directeur des relations commerciales, Fairtrade Foundation

Daan de Vries, Directeur opérationnel, UTZ CERTIFIED

Christian Mensah, Directeur de Rainforest Alliance pour l'Afrique occidentale

Edmond Konan, Président, Global Business Consulting Company, Côte d'Ivoire

Alexis Koundi, cacaoculteur, Président de la CONAPROCAM, Cameroun

Séances parallèles tenues au cours de la journée (Auditorium, Salle des Fêtes et Salle Chandelier)

Atelier 1 : PRODUCTION DURABLE DE CACAO (Auditorium)

Modéré par **M. Martin Gilmour** (Directeur de recherche sur la durabilité cacaoyère, Mars Chocolate), Président du Groupe de travail de la Conférence sur la Production durable

Introduction du modérateur

PANEL 3 : Amélioration des pratiques de production de cacao pour assurer une offre durable satisfaisant la croissance de la demande – Première partie

Semences améliorées pour les cacaoculteurs d'Afrique occidentale

M. Robert Lockwood, Consultant

Défis de la production de cacao à Trinité-et-Tobago

M. Elizabeth Johnson, productrice de cacao, Trinidad et Tobago

Assurer notre avenir : pourquoi la diversité du cacao est importante

Brigitte Laliberté, Scientifique, Bioversity

Technologie novatrice en matière de nutriments pour accroître la productivité cacaoyère

M. Ramon Georgis, Directeur, International Business, Brandt Consolidated

Obtenir de hauts rendements et une meilleure qualité pour augmenter la productivité de la filière cacao

Martin Kodde, responsable filières alimentaires –Affaires générales Europe, Afrique et Moyen-Orient, Syngenta International AG

Discussion et questions en panel

PANEL 4 : Amélioration des pratiques de production de cacao pour assurer une offre durable satisfaisant la croissance de la demande – Deuxième partie

Perspective de l'IITA

Kenton Dashiell, Directeur général adjoint, Partenariats et renforcement des capacités, Institut International d'Agriculture Tropicale

Andrew Brooks, Vice-président pour la durabilité, Olam Outspan Ivoire

Lucian Peppelenbos, Directeur apprentissage et innovation, IDH

Comment CEMOI accompagne les planteurs pour garantir la disponibilité et la qualité du cacao de demain?

Tristan Borne, Directeur général cacao et chocolat, Groupe CEMOI

Productivité et qualité du cacao

M. Lee Choon Hui, Directeur général, Malaysian Cocoa Board

Discussion et questions en panel

PANEL 5 : La professionnalisation de la cacaoculture pour accroître la durabilité sociale, économique et environnementale

Professionalisme et non-professionalisme chez les cacaoculteurs : le cas des engrais

François Ruf, Agricultural Economist, CIRAD

Exploitants professionnels pour un avenir durable

Michiel Hendriksz, Directeur de la durabilité, ADM Cocoa

Faire de la cacaoculture une activité rentable

Nanga Coulibaly, Secrétaire général de l'Alliance des pays producteurs de cacao (COPAL)

Responsabilité d'entreprise et durabilité – Professionnaliser la cacaoculture au Ghana

Yaa Peprah Amekudzi, Directeur de programme Ghana, Mondelez International

Agriculture plus intelligente dans un monde changeant : nouveaux outils pour les petits cacaoculteurs et les vulgarisateurs

M. Eric Boa, Directeur mondial de santé végétale, CABI

La professionnalisation de la cacaoculture pour accroître la durabilité sociale, économique et environnementale

David Kpelle, Directeur de programme, African Cocoa Coalition (ACC), Ghana

Discussion et questions en panel

Remarques finales du modérateur et fin de la séance

Atelier 2 : FILIÈRE INDUSTRIELLE DURABLE (Salle des Fêtes)

Modéré par **Djibril Fadiga** (Directeur général adjoint, Conseil du Café - Cacao, Côte d'Ivoire),
Président du Groupe de travail de la Conférence sur la filière industrielle durable

Introduction du modérateur

PANEL 6 : Expédition, logistique et transformation

Gestion des risques liés à l'expédition de fèves de cacao

Henry Allard, PDG, Filhet Allard

Pratiques de transport et d'expédition de fèves et de produits de cacao

Robin Dand, Autorité indépendante, robindand.com

L'entreposage de cacao : améliorer la qualité des services d'entrepôt

Stefan Poppe, Directeur commercial du groupe Molenbergnatie et Vice-Président de la Fédération des entrepreneurs européens

La technologie de transformation du cacao – Tendances futures et dernières nouveautés

M. Tobias Lohmüller, Directeur de la recherche et du développement, Bühler Barth

L'innovation dans l'emploi de produits et dérivés du cacao

M. Lee Choon Hui, Directeur Général, Malaysian Cocoa Board

Discussion et questions en panel

PANEL 7 : La traçabilité du cacao et ses effets sur la qualité du chocolat

Introduction à la traçabilité dans la chaîne de valeur du cacao

Tony Lass, Fox Consultancy

Traçabilité du cacao et qualité du chocolat

Emmanuel Opuku, Directeur adjoint de Recherche et développement, Ghana Cocoa Board

Offrir plus que la traçabilité

Pierre Courtemanche, Directeur exécutif, GeoTraceability Ltd

L'initiative du CEN en matière de durabilité et de traçabilité du cacao

Jack Steijn, Président du Comité 415 du CEN

Discussion et questions en panel

PANEL 8 : Financement du secteur cacao

Discussion et questions en panel

Hirren Singharrray, Directeur général, Standard Chartered

Diaka Sall, Responsable des prêts, Root Capital

Financement du secteur cacaoyer

Edward George, Spécialiste des produits de base agricoles, Ecobank

M. Benedict Oramah, Vice-Président, Développement des affaires et Services bancaires, Afreximbank

PANEL 9 : Financement du secteur cacaoyer mondial

Discussion et questions en panel

Viwanou Gnassounou, Secrétaire Général Adjoint, Groupe d'États ACP

Dick de Graaf, Coordinateur du Comité de surveillance du cacao, Fédération syndicale européenne pour les secteurs de l'Agriculture, de l'Alimentation et de l'Hôtellerie (EFFAT)

Financement du secteur cacaoyer mondial

Robin Dand, Coordinateur, Conférence mondiale sur le cacao, ICCO

M. Torben Erbrath, Directeur général, Association de l'industrie de la confiserie allemande (BDSI)

PANEL 10 : Amélioration de l'efficacité et gestion des risques

Financement et gestion des risques dans la filière cacao

El Hadj Adama Toure, Economiste agricole pour la région africaine à la Banque mondiale

L'amélioration de l'efficacité sur le marché du cacao

Guy Sneyers, Directeur d'exploitation du Fonds commun pour les produits de base (CFC)

Discussion et questions en panel

Remarques finales du modérateur et fin de la séance

Atelier 3 : CONSOMMATION DURABLE (Salle Chandelier)

Modérateur **Pierre Etoa Abena (Conseiller principal, ONCC Cameroun)**, Président du Groupe de travail de la Conférence sur la consommation durable

Introduction du modérateur

Examen de la dynamique de la demande de cacao dans le monde et des changements sur le marché du cacao

PANEL 11 : Structure et concurrence dans l'industrie du cacao et du chocolat

Structure et concurrence

Edward George, Spécialiste en produits de base agricoles, Ecobank

De la rareté à la durabilité

Jonas Mva Mva, Directeur de programme cacao, IDH

L'offre et la demande durables œuvrant en partenariat pour le cacao de demain

Kojo Amoo-Gottfried, Directeur pays, Cargill Ghana

Kouamé Kouakou Georges, Secrétaire Général, Coopérative Agricole Kavokiva, Côte d'Ivoire

Discussion et questions en panel

PANEL 12 : Demande et diversité du cacao

Opportunités commerciales pour le chocolat et enjeux pour les fabricants mondiaux

Francisco Redruello, Analyste alimentaire senior, Euromonitor International

Activités de conservation et usage commercial de la diversité cacaoyère en Équateur

Freddy Amores Puyutaxi, responsable du Programme café-cacao, Instituto Nacional Autónomo de Investigaciones Agropecuarias (INIAP)

Discussion et questions en panel

PANEL 13 : L'importance croissante de la sûreté alimentaire et de la législation et des règles SPS

Exigences réglementaires de l'UE en matière de qualité et de sûreté alimentaire dans une filière cacao durable

Isabelle Adam, Secrétaire générale, Association européenne du cacao (ECA)

Sûreté alimentaire du cacao : promouvoir la confiance des producteurs et des consommateurs

Julie Flood, Directrice mondiale des produits de base, CABI

Expérience d'un producteur face aux exigences de sécurité sanitaire des aliments

Lucien Kouamé, inspecteur au Ministère de l'Agriculture, Côte d'Ivoire

SPS pour le cacao : lier la réglementation aux impératifs de la recherche et aux pratiques des exploitants au 21ème siècle

M. Roy Bateman, International Pesticide Application Research Consortium (IPARC)

Discussion et questions en panel

La Fédération du Commerce du Cacao

Gerry Manley, Président de Federation of Cocoa Commerce Ltd (FCC) / Directeur général cacao, Olam International

PANEL 14 : Perspectives de l'offre et de la demande de cacao sur le marché

Les avantages des observations objectives

Judith Ganes-Chase, Consultante

Situation et perspectives de l'offre et de la demande de cacao

Laurent Pipitone, Directeur de la Division économique et des statistiques, ICCO

Discussion et questions en panel

Remarques finales du modérateur et fin de la séance

JEUDI 22 NOVEMBRE

Séance plénière matin (Auditorium)

Modérateur Pierre Etoa Abena, Conseiller principal, ONCC Cameroun

Introduction du modérateur

De la théorie à la pratique – Assurer la durabilité de la chaîne de valeur cacaoyère : entreprises

Aider les exploitants pour un meilleur chocolat

Kevin Petrie, Directeur des approvisionnements, Nestlé

James Boateng, Directeur général Ghana, Mondelēz International (Kraft Foods)

M. Howard Shapiro, Directeur mondial du personnel, science végétale et recherche externe, Mars

Nicko Debenham, Directeur, Développement & Durabilité, Armajaro Trading

De la théorie à la pratique – Assurer la durabilité de la chaîne de valeur cacaoyère : les pays

Robert Yapo, Conseil Café-Cacao, Côte d'Ivoire

Tony Fofie, PDG, Ghana Cocoa Board

Intensification de la production de cacao par l'innovation en technologie pour accroître la valeur totale de l'industrie cacaoyère

Luis Valverde, Vice-Ministre de l'Agriculture, de l'Élevage, de l'Aquaculture et des Pêches, Équateur

Samsudin Hj. Noor, Sous-secrétaire, Division du développement des industries du cacao et du poivre, Ministère des industries de plantation et des produits de base, Malaisie

Questions

De la théorie à la pratique – Assurer la durabilité de la chaîne de valeur cacaoyère : les institutions

Hope Sona Ebai, Chef de division, World Cocoa Foundation/African Cocoa Initiative (WCF/ACI)

Patrick Poirrier, Vice-Président, CAOBISCO / CEO Groupe CEMOI

Elena Rueda, GIZ, Représentante du German Sustainable Cocoa Forum

Use Your Voice

Marieke Poissonnier, Directrice des politiques et du service du plaidoyer, Oxfam-Wereldwinkels

Questions

VENDREDI 23 NOVEMBRE

Séance plénière matin (Auditorium)

Modérateur : M. Jean-Marc Anga, Directeur exécutif, ICCO

Le rôle de l'ICCO dans le suivi et la coordination des initiatives cacaoyères mondiales
Laurent Pipitone, Directeur de la Division économique et des statistiques, ICCO

Introduction au Programme de durabilité cacaoyère ACP-ICCO
Achille Bassilekin III, Secrétaire général adjoint, Groupe d'États d'Afrique, Caraïbes et Pacifique

Recommandations finales (Auditorium) (Plénière)

Compte rendu des Recommandations finales des séances de la Conférence (suivi de commentaires et observations)

M. Martin Gilmour (Directeur de recherche sur la durabilité cacaoyère, Mars Chocolate),
Président du Groupe de travail de la Conférence sur la Production durable

Djibril Fadiga (Directeur Général Adjoint, Conseil du Café - Cacao, Côte d'Ivoire),
Président du Groupe de travail de la Conférence sur la filière industrielle durable

Pierre Etoa Abena (Conseiller principal, ONCC Cameroun), Président du Groupe de travail de la Conférence sur la consommation durable

M. Jean-Marc Anga (Directeur exécutif, ICCO) Président du Groupe de travail de la Conférence sur la gestion stratégique

Cérémonie de clôture en présence de S.E. Daniel Kablan Duncan, Premier Ministre de la République de Côte d'Ivoire (Auditorium) (Plénière)

Partie 1 : Recommandations issues de l'Agenda global du cacao pour une économie cacaoyère mondiale durable et de la Déclaration d'Abidjan sur le cacao

M. Jean-Marc Anga, Directeur exécutif, ICCO

Plan d'action stratégique sur 10 ans avec des actions spécifiques à mener au niveau régional, national et mondial

Partie 2 : Signature de la Déclaration d'Abidjan sur le cacao

Par de hauts représentants des gouvernements de principaux pays producteurs, des représentants de grandes sociétés de cacao et de chocolat, des organismes internationaux d'aide et de développement, des banques et autres institutions financières, des représentants d'organisations d'exploitants et de la société civile, etc.

Remarques finales

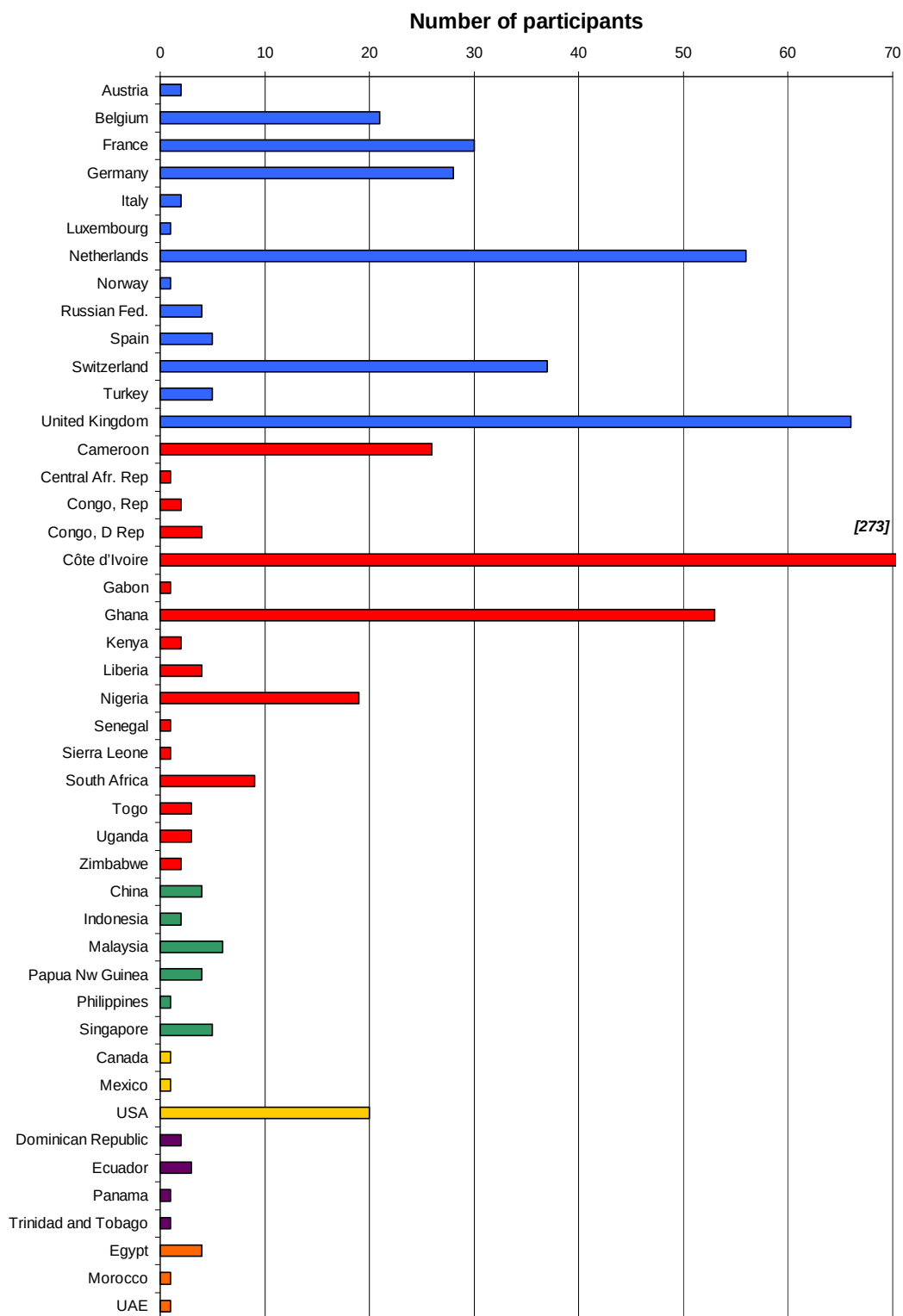
M. Jean-Marc Anga, Directeur exécutif, ICCO

S.E. Daniel Kablan Duncan, Premier Ministre de Côte d'Ivoire

Clôture de la Conférence mondiale sur le cacao

Conférence de presse

ANNEXE IV PARTICIPANTS – PAR PAYS ET INSTITUTION COMPTANT LE PLUS DE REPRESENTANTS INSCRITS



INSTITUTIONS COMPTANT LE PLUS DE REPRESENTANTS INSCRITS

Cargill	26
Mondelez International	17
Représentants du gouvernement de Côte d'Ivoire	14
Ghana Cocoa Board	11
Mars	11
Nestlé	11
Olam	11
CNRA	10
TOUTON-SAO	10
Armajaro	9
ICRAF	9
Barry Callebaut	8
Ecobank	8
Fairtrade	8
Solidaridad	8
Bollore	7
CIPEXI	7
Filtisac	7
Arysta Lifescience	6
Bureau Veritas	6
Chambre de Commerce	6
FLO-CERT	6
GIZ	6
SAFCACAO	6
COCAF	5
FODECC	5
NCCB Office National du Cacao et du Café	5
Plot Enterprise (Gh) Ltd	5
Press/Media (Bloomberg News/Dow Jones/El Pais)	5
Rainforest Alliance	5
Transmar Group	5
Zamacom	5

Remarque : cela inclut uniquement les participants inscrits au niveau international, et pas ceux inscrits directement à Abidjan et/ou invités par le Gouvernement de Côte d'Ivoire.